

**FIDA****FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE****Conseil d'administration - Soixante-seizième session**

Rome, 4-5 septembre 2002

RAPPORT SUR LA SIXIÈME RECONSTITUTION DES RESSOURCES DU FIDA

1. La troisième session de la Consultation sur la sixième reconstitution des ressources du FIDA s'est tenue les 2 et 3 juillet 2002. Les participants se sont dits satisfaits de l'Examen externe des résultats et de l'impact des opérations du FIDA et de l'excellent travail réalisé par l'équipe chargée de l'Examen externe. Ils ont relevé l'appréciation positive formulée sur la pertinence, l'aspect novateur et l'impact des activités du FIDA sur la pauvreté ainsi que leur contribution à la réalisation de l'objectif de réduction de la pauvreté fixé lors du Sommet du Millénaire.
2. Une autre des conclusions de l'Examen externe est que le Fonds doit encore surmonter un certain nombre de problèmes pour accroître l'impact de ses activités et devenir l'institution la mieux à même d'influencer les stratégies et les activités tendant à éliminer la pauvreté rurale. À l'issue des discussions concernant l'Examen externe, le Président a fait à ce propos un exposé résumant les quatre séries de questions soulevées par l'Examen externe et les procédures appliquées ou élaborées pour y répondre. Ces procédures sont incorporées au Plan d'action.
3. Les participants se sont félicités du solide appui exprimé par les membres des trois listes d'États membres du FIDA ainsi que de l'engagement qu'ils avaient pris d'œuvrer de sorte que la sixième reconstitution soit substantielle. Les États membres des listes B et C ont fait savoir qu'ils feraient tout ce qui était en leur pouvoir pour que le montant de la reconstitution augmente et quelques pays ont donné des indications spécifiques à cet égard. La liste C a particulièrement rappelé l'ampleur de l'engagement envers le FIDA dont font preuve les pays membres emprunteurs par le biais des contributions des bénéficiaires et des fonds de contrepartie fournis pour les projets et les programmes.
4. Tout en relevant que la liste A n'était pas encore à même de faire une annonce globale de contribution, le Coordonnateur de la liste A a déclaré que les pays membres de cette liste s'emploieraient à obtenir un niveau de reconstitution mutuellement satisfaisant. Plusieurs membres de la liste A ont déclaré qu'ils étaient disposés à participer à une sixième reconstitution considérablement accrue et à maintenir leur part de la reconstitution, et quelques-uns d'entre eux ont spécifiquement



préconisé une augmentation d'au moins 25%. D'autres membres ont dit qu'ils comptaient pouvoir annoncer leurs contributions à la quatrième session de la Consultation, en octobre.

5. Les participants ont examiné le projet de rapport de la Consultation et les autres documents dont ils avaient été saisis au sujet de la présence du FIDA sur le terrain, du système d'allocation des ressources axé sur les résultats, des scénarios de ressources et des notes sur le programme de travail du FIDA, le pouvoir d'engagement anticipé (PEA), l'Initiative pour l'allégement de la dette des pays pauvres très endettés (PPTTE) et une note technique sur les taux de change à appliquer pour la sixième reconstitution. La Consultation a été également saisie des propositions de politique générale présentées par les États-Unis.

6. Après avoir examiné ces documents, les participants ont fait un certain nombre de propositions sur quelques questions de politique générale et questions financières clés. Indépendamment des défis et problèmes soulevés par l'Examen externe, ces questions concernent la présence du FIDA sur le terrain, un système d'allocation des ressources axé sur les résultats, une évaluation externe d'ensemble du FIDA, la création au sein du Fonds d'un service indépendant de suivi et d'évaluation et l'accent qui doit être mis sur des résultats mesurables. Il a été souligné que toutes ces propositions avaient été formulées dans l'intention de renforcer encore plus le FIDA et d'accroître l'impact de ses activités.

7. La Consultation a procédé à un riche échange de vues sur ces questions, en particulier sur celles concernant la présence du Fonds sur le terrain et le système d'allocation des ressources axé sur les résultats et s'est entendue sur l'approche à suivre pour parvenir à une décision.

8. Sur le premier point, il a été convenu que le FIDA doit renforcer sa présence sur le terrain de la façon à la fois la plus efficace et la plus économique. En outre, il a été clairement reconnu que l'on pourrait y parvenir selon différentes modalités, et pas seulement au moyen d'une affectation sur le terrain de fonctionnaires du Fonds. La direction est convenue de réviser le document concernant la présence du FIDA sur le terrain à la lumière de la discussion qui a eu lieu lors de la Consultation et élaborer, en y joignant une estimation de leurs coûts, des options plus spécifiques afin de renforcer la présence du Fonds sur le terrain. Le document révisé servirait de base à la discussion lors d'un séminaire informel sur cette question prévu avant la prochaine session de la Consultation. À la lumière de ces délibérations, la Consultation pourra alors donner des indications sur la façon dont elle souhaite voir traiter la question de la présence du Fonds sur le terrain pour que le Conseil d'administration puisse en poursuivre l'examen plus tard.

9. En ce qui concerne le système d'allocation lié aux résultats, la direction élaborera un document exposant les principaux critères et principes à appliquer pour mettre en place au FIDA un système d'allocation des ressources axé sur les résultats. Ce document servira de base pour la poursuite des délibérations des membres de la Consultation.

10. L'idée d'une évaluation externe d'ensemble du FIDA a été très largement appuyée et les discussions se poursuivront pour arrêter les détails de la proposition, élaborer le mandat, fixer la date de l'évaluation et régler les autres questions connexes. Le rapport final de la Consultation comprendra une décision sur la marche à suivre à cet égard.

11. En ce qui concerne le quatrième point, c'est-à-dire la mise en place d'un service indépendant de suivi et d'évaluation, il a été convenu que la proposition doit être examinée plus avant, ce qui sera fait d'ici à octobre, et que ce n'est qu'ensuite que l'on pourra déterminer la marche à suivre pour l'avenir.

12. La proposition tendant à renforcer la capacité du FIDA de mesurer les résultats de ses programmes a été solidement appuyée. Il a été relevé à cet égard qu'il avait été élaboré au cours de l'année écoulée une nouvelle méthode d'évaluation de l'impact qui mettra le Fonds mieux à même d'évaluer l'impact et les résultats de ses opérations. À l'avenir, il sera présenté au Conseil



d'administration un rapport annuel sur l'impact des activités du FIDA et l'efficacité de son aide au développement. La direction poursuivra les processus internes pour déterminer comment cette méthode de mesure des résultats pourrait être encore renforcée. Le prochain projet de rapport de la Consultation contiendra une section plus étoffée à ce propos.

13. Quelques autres politiques générales ont également été proposées à la Consultation, notamment en ce qui concerne le rôle de catalyseur que le Fonds peut jouer avec les autres institutions financières internationales et avec le secteur privé ainsi que la possibilité d'inviter une organisation non gouvernementale (ONG) à assister en qualité d'observateur aux sessions du Conseil d'administration. Il a été relevé que le renforcement du rôle de catalyseur du Fonds est l'un des principaux objectifs du *Cadre stratégique du FIDA pour 2002-2006*, et les efforts se poursuivront dans ce sens. Il a été convenu que les consultations doivent se poursuivre sur ce point.

14. Par ailleurs, la Consultation a examiné une proposition du Royaume-Uni touchant les questions de politique générale liées à la planification au niveau du FIDA dans son ensemble.

15. La Consultation a pris note du document concernant la participation du FIDA à l'Initiative pour l'allègement de la dette des PPTE et a décidé de poursuivre son examen de la question du système d'allocation de ressources et de celle du PEA.

16. En clôturant la session, le Président a rappelé que l'Examen externe avait clairement reconnu l'efficacité et l'impact des activités du FIDA. Au plan interne, la direction disposait maintenant d'un nouveau cadre stratégique pour les quatre prochaines années et un certain nombre de processus de réformes avaient été lancés pour continuer d'améliorer l'efficacité et le rapport coût-efficacité des méthodes de travail du FIDA.

17. Le Président a en outre rappelé que les pays membres emprunteurs, pour leur part, avaient manifesté leur vif désir de voir relever le montant du programme de prêts et de la sixième reconstitution. Ils se sont également dits disposés à verser eux-mêmes des contributions accrues à la sixième reconstitution. Dans ce contexte, le Président a pris note de l'observation formulée par le Coordonnateur de la liste B lorsqu'il a évoqué les contributions substantielles que les pays en développement versent au Fonds. Il a souligné que le FIDA représente un *authentique partenariat* entre tous les États membres.

